

Il n'y aura pas de guerre civile en France



La guerre civile : Non, et fort heureusement, il n'y a pas de danger de « guerre civile » en France, tout au moins dans un proche avenir et pour les raisons possibles de déclenchement évoquées, c'est-à-dire l'islam, l'immigration, l'insécurité, l'ensauvagement, toutes ces raisons qui existent réellement.

Il faut savoir ce qu'est véritablement une guerre civile, il faut avoir vécu la guerre civile qui a meurtri l'Espagne et qui l'obsède depuis près d'un siècle, ou celle, moins importante mais également très meurtrière qui s'est déroulée en Irlande, la barbarie, les massacres, les assassinats, le face-à-face d'une partie de la population et de son armée, contre l'autre partie et les forces de l'ordre. Aucune guerre civile de ce genre ne menace la France dans l'immédiat.

Il n'y aura pas un affrontement armé entre une partie importante de la population française contre une autre partie aussi importante de cette même population.

Cependant les prémices d'une future guerre civile sont toujours identiques : assassinats, exécutions, terrorisme, règlements de compte, etc. Nous en sommes à ce stade.

Ce qui menace la France dans un proche immédiat, et à la condition que le gouvernement décide d'employer la force, ce qui, à mon avis, ne sera pas le cas, c'est une guerre d'un tout autre genre : l'affrontement des forces de l'ordre et même, pourquoi pas, de l'armée, contre les gangs, les bandes, les dealers, les terroristes, etc. qui occupent et exercent leurs lois et leurs mœurs dans des centaines de territoires perdus par la République.

Ce qui menace la France dans un proche immédiat, si le gouvernement ne décide pas d'employer la force, ce qui sera probablement le cas, c'est l'intervention de groupuscules armés « hors la loi » contre ces mêmes et puissants groupuscules armés, également « hors la loi », qui occupent ces territoires perdus par la République, mais ce ne serait pas une « guerre civile ». Dans ces deux cas de figure, il s'agirait d'une guerre de rétablissement de l'ordre public. Dans le premier cas d'une manière légale, dans le second illégalement mais motivé par la lâcheté et l'aveuglement des gouvernements.

Cette analyse n'est valable que pour l'immédiat ou le proche immédiat mais pas pour le long terme. Un « affrontement civil » serait fort possible dans quelques décennies, mais ce serait un conflit entre deux civilisations ou contre une religion précise. Ce serait plus simplement « une guerre laïque ».

Et cela uniquement « si une civilisation ou une religion remplace progressivement celle propre au pays envahi, et tente, en quelque sorte, d'en prendre possession. »

Dès lors il serait fort possible, et même probable, que la partie de la population conquise refuse de se « soumettre » et

se révolte.

Ce serait bien évidemment une catastrophe historique pour la France, dont elle mettrait des décennies à se rétablir.

On ne peut que souhaiter et espérer que cela ne se produise jamais.

Mais pour cela il est absolument nécessaire de revenir aux fondamentaux, c'est-à-dire à la régulation de l'immigration, à une immigration choisie (et au seul regroupement familial des proches de cette immigration choisie), à l'expulsion de tous les clandestins et de tous les demandeurs d'asile déboutés, à la déchéance de nationalité et à l'obligation de quitter le territoire (et que cette obligation soit exécutée, ce qui n'est pas le cas) pour tous les condamnés récidivistes.

Mais aussi une justice et des peines impitoyables, applicables dans leur totalité, sans aucune remise, la construction immédiate de plusieurs milliers de cellules et, afin d'éradiquer le plus possible la radicalisation des délinquants dans les prisons, l'éloignement du territoire des islamistes radicalisés et des terroristes emprisonnés, non pas aux îles Kerguelen, comme le souhaiterait Dupont-Aignan, mais à Saint-Laurent du Maroni, où il suffit de réhabiliter les bâtiments déjà existants.

Ce sont là les seules mesures qui permettront d'éviter à notre pays les dangers qui se profilent et le menacent : affrontements internes entre groupuscules armés hors-la-loi ou, comme nous l'avons écrit plus haut, possibilité d'une véritable guerre civile dans quelques décennies, n'en déplaisent aux « Bisounours » qui, en France, considèrent que « Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes » et que « l'ensauvagement n'est qu'un sentiment. »

Manuel Gomez